

SE MOBILISER CONTRE LA GUERRE

Les syndicats CFTD, CFTC et Unsa ont réclamé mercredi "un cessez-le-feu immédiat" à Gaza, le "retrait des troupes israéliennes" et "une intervention humanitaire rapide" sur place, tandis que la CGT a renouvelé ses appels "à se mobiliser contre la guerre".

DANS une déclaration commune, CFTD, CFTC et Unsa (syndicats autonomes) expriment "leurs plus vives inquiétudes face à l'escalade des violences dans le conflit qui oppose Israël et le Hamas". Ils "appellent à un cessez-le-feu immédiat, au retrait des troupes israéliennes de la Bande de Gaza et à une intervention humanitaire rapide et massive afin de soulager les populations civiles, principales victimes de ce conflit". Les trois syndicats "dénoncent les bombardements répétés du territoire israélien par le Hamas, mais condamnent la riposte militaire disproportionnée d'Israël qui touche les populations civiles, les infrastructures et les services vitaux de la bande de Gaza" ce qui "crée une situation humanitaire insupportable". Ils "mettent en

garde contre toute instrumentalisation du conflit au Proche-Orient".

Dans une déclaration séparée, la CGT "appelle ses adhérents et l'ensemble des salariés à se mobiliser contre la guerre en participant nombreux aux initiatives et aux manifestations organisées partout en France pour une paix juste et durable entre Palestiniens et Israéliens". Selon la CGT, "si toute violence contre des civils est une violation des conventions de Genève, rien ne peut justifier le blocus infligé depuis des années à Gaza pas plus que, aujourd'hui, l'engagement massif et meurtrier de l'armée israélienne". Avancé les mêmes mots d'ordre que les trois autres syndicats, la CGT y ajoute l'exigence "d'une force de protection" de Gaza.

DIRE HALTE À LA GUERRE !

Le Parti communiste français (PCF), Lutte Ouvrière (LO), la Ligue Communiste Révolutionnaire (LCR) et le Parti de Gauche (PG) ont appelé à participer aux manifestations prévues samedi contre "l'agression israélienne" à Gaza.

LO "affirme son indignation face à la politique de l'Etat d'Israël qui fait donner ses chars et assassine des femmes, des hommes et des enfants, et sa solidarité avec le peuple palestinien", dans un communiqué diffusé mercredi. "Manifestons contre l'agression israélienne" samedi, lance le parti trotskiste. Le Parti de Gauche de Jean-Luc Mélenchon appelle également à manifester pour "l'arrêt immédiat et sans condition de l'agression meurtrière contre Gaza et pour le retrait de l'armée israélienne". Mardi, la

LCR, "engagée dans le soutien à la population palestinienne, solidaire de sa résistance à l'agression militaire israélienne", avait réaffirmé son "exigence d'un arrêt immédiat des massacres, du retrait des soldats israéliens de Gaza, et de la levée du blocus". Le PCF, qui a dénoncé une "agression meurtrière insupportable", estime, dans un communiqué, que "cette tragédie ne rend que plus nécessaire la mobilisation la plus forte, samedi 10 janvier, dans toutes les villes françaises pour dire halte à la guerre".

UN APPEL AUX CONSCIENCES

Le Mrap estime mercredi à propos de la situation à Gaza que "la mobilisation internationale doit s'amplifier pour obtenir l'arrêt immédiat de l'agression et sauvegarder les chances de la paix" tandis que la LDH lance "un appel aux consciences".

LE Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (Mrap) "condamne la sauvagerie des bombardements israéliens qui ont pris pour cible trois écoles gérées par l'ONU", dans un communiqué publié mercredi, et juge que "la décision d'Israël d'ouvrir un corridor humanitaire pendant 3 heures par jour est un premier pas dérisoire face à l'ampleur des crimes commis". "Il est essentiel, ajoute le texte, que s'amplifie la détermination des citoyens pour obtenir un arrêt immédiat et sans condition de l'agression contre Gaza qui a déjà fait plus de 660 morts et 3.000 blessés".

De son côté, la Ligue des Droits de l'homme (LDH) lance sur son site un "appel aux consciences". "(...) Si toute violence contre des civils est une violation des conventions de Genève, rien ne peut justifier le blocus infligé depuis des années à Gaza pas plus que, aujourd'hui, l'engagement massif et meurtrier de l'armée israélienne", écrit la LDH. "Cette situation

prend racine dans le déni d'existence dont est victime le peuple palestinien et remédier à l'humiliation quotidienne qu'il subit exige de rompre avec l'impuissance. Ce qui se passe aujourd'hui à Gaza et dans les territoires occupés nous concerne tout simplement parce que notre conscience nous interdit de nous taire".

"Nous exigeons du gouvernement français qu'il porte auprès des Nations unies une résolution ordonnant un cessez-le-feu immédiat sous peine de sanctions, le retrait des forces israéliennes hors de Gaza et l'installation d'une force de protection (...) Nous exigeons du gouvernement français et de l'Union européenne qu'ils suspendent l'accord d'association avec l'Etat d'Israël et cessent toute coopération militaire avec ce dernier". "Nous exigeons de la communauté internationale qu'elle fasse respecter ses propres résolutions", indique enfin la LDH.

ÉDUCATION NATIONALE

LES ENSEIGNANTS MANIFESTENT À LENS L'année 2009 doit tordre le cou à la réforme Darcos

Si l'année 2008 s'est terminée sur un recul du ministre de l'Éducation nationale, les enseignants restent sur leurs gardes.



LE SNES du secteur lensois avait appelé mercredi après-midi à un rassemblement à Lens pour faire le point deux jours après les vacances scolaires de Noël.

Avant la trêve de confiseurs, chacun se souvient que la mobilisation de la jeunesse contre le projet Darcos a permis un premier recul sur la réforme gouvernementale visant les lycées.

Les lycéens ont compris que cette réforme ajoutait de nouvelles embûches sur leur parcours scolaire et handicaperait plus encore leur entrée dans la vie active. Pour les enseignants qui soutiennent la lutte des lycéens, d'autres problèmes se posent et en particulier les suppressions de postes. Cette revendication est partagée également par les jeunes qui réclament «une réforme digne de ce nom qui aborde les questions de fond» ainsi que «plus de moyens, l'arrêt des suppres-

sions de postes et une hausse du niveau des connaissances pour tous». C'est aussi l'avis de la jeunesse communiste présente dans le rassemblement de Lens aux côtés de David Noël, représentant la Fédération du Pas-de-Calais du PCF, Dominique Watrin et Jean-Michel Humez pour les élus communistes.



DANS UN COMMUNIQUÉ À LA PRESSE, HERVÉ POLY, SECRÉTAIRE DE LA FÉDÉRATION DU PAS-DE-CALAIS DU PCF, DÉNONCE LES CHOIX GOUVERNEMENTAUX.

ALORS que dans toute la France, les manifestations des élèves en décembre dernier ont montré l'attachement des lycéens et des lycéennes au service public, le ministère de l'Éducation Nationale annonce de nouvelles suppressions de postes pour la rentrée 2009.

Au plan national, ce sont 13 500 suppressions de postes qui sont programmées à la rentrée 2009, et le ministère ne dit rien de la répartition des 3000 emplois de remplacement et des 1000 emplois de stagiaires qu'il entend encore supprimer. Ces 13 500 suppressions de postes s'ajoutent aux 11 200 postes supprimés à la rentrée 2008. L'argument de la baisse

démographique ne tient pas debout : avec 34 000 élèves de moins, on supprime un poste de professeur pour trois élèves de moins ! Au total, depuis 2002, l'Éducation Nationale a subi un plan social massif, ce sont 70 000 postes qui ont été supprimés par les gouvernements de droite. Une fois de plus, ces suppressions de postes frappent durement l'Académie de Lille qui perdrait 226 postes d'enseignants (dont 193 de RASED) dans le secteur primaire et 376 postes dans le secteur secondaire. Le PCF est attaché à une autre politique éducative, qui garantis- se la réussite scolaire de tous les jeunes. Le PCF fait des propositions en ce sens, qu'il met en débat auprès de

Le maintien de la pression en ce début janvier dans le monde de l'Éducation nationale a pour but de construire la journée nationale de mobilisation interprofessionnelle et intersyndicale du 29 janvier car les enseignants savent qu'ils ne gagneront pas seuls contre ce gouvernement.

Auparavant, des enseignants envisagent de participer à la manifestation régionale à Lille le 17 janvier prochain. Il faut noter la participation de nombreux enseignants des RASED à cette manifestation lensoise. Pour l'Académie de Lille, c'est près de 200 postes du réseau d'aide spécialisée aux élèves en difficultés qui pourraient être supprimés en cette rentrée scolaire 2009. Ce serait une attaque supplémentaire contre un système qui permet de s'occuper dès le départ des enfants en profonde difficulté scolaire.